

Bill 25

Government Bill

Projet de loi 25

Projet de loi du gouvernement

3rd Session, 42nd Legislature,
Manitoba,
69 Elizabeth II, 2020

3^e session, 42^e législature,
Manitoba,
69 Elizabeth II, 2020

BILL 25

PROJET DE LOI 25

**THE MUNICIPAL STATUTES
AMENDMENT ACT**

**LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS EN
MATIÈRE DE DROIT MUNICIPAL**

Honourable Ms. Squires

M^{me} la ministre Squires

First Reading / Première lecture : _____

Second Reading / Deuxième lecture : _____

Committee / Comité : _____

Concurrence and Third Reading / Approbation et troisième lecture : _____

Royal Assent / Date de sanction : _____

EXPLANATORY NOTE

This Bill amends eight Acts respecting municipal elections and governance in Manitoba.

The Municipal Act and *The City of Winnipeg Charter* are amended as follows.

- Changes to campaign expenses and contributions by-laws must be made at least 180 days before an election.
- Municipalities must make a by-law about the use of municipal resources during municipal elections.
- An incumbent candidate for municipal office cannot use their current title in their campaign materials.
- Effective July 1, 2021, a municipality is no longer required to pay interest on tax refunds. Interest on amounts paid under protest before that date ceases to accrue on June 30, 2021.
- For municipalities other than the City of Winnipeg, Municipal Board approval is no longer required to enter into a lease of capital property other than real property.
- The obligation to assign a tax sales certificate for real property in the City of Winnipeg is removed.

The Municipal Assessment Act is amended to exempt regional libraries from municipal taxation except for local improvements.

The Municipal Councils and School Boards Elections Act is amended to

- require a voters list to be updated in an election year rather than annually;
- change the definition for "voting place" to refer to a building rather than a place; and
- impose greater control on ballot boxes for sealed envelope ballots when such boxes are not in the immediate care of a senior election official.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet de loi modifie huit lois relatives aux élections et à la gouvernance municipales au Manitoba.

Les modifications qui suivent sont apportées à la *Loi sur les municipalités* et à la *Charte de la ville de Winnipeg*.

- Les modifications apportées aux règlements municipaux sur les dépenses et les contributions électorales doivent avoir été adoptées au moins 180 jours avant une élection pour s'y appliquer.
- Les municipalités doivent adopter un règlement sur l'utilisation des ressources municipales pendant les élections municipales.
- Il est interdit aux conseillers qui se représentent à des élections d'utiliser leur titre actuel dans leur matériel de campagne électorale.
- À partir du 1^{er} juillet 2021, les municipalités ne paient plus d'intérêt à l'égard des taxes excédentaires qui leur sont versées et l'intérêt sur les taxes excédentaires payées sous toute réserve avant cette date cesse de courir le 30 juin 2021.
- À l'exception de la ville de Winnipeg, les municipalités ne sont plus tenues d'obtenir l'approbation de la Commission municipale pour conclure un bail concernant des immobilisations autres que des biens réels.
- L'obligation de céder le certificat de vente pour défaut de paiement des taxes à l'égard de biens réels situés dans la ville de Winnipeg est supprimée.

La *Loi sur l'évaluation municipale* est modifiée afin d'exempter les bibliothèques régionales des taxes municipales, à l'exception de la taxe pour les travaux d'améliorations locales.

La *Loi sur les élections municipales et scolaires* est modifiée comme suit :

- la liste électorale doit être mise à jour durant une année électorale plutôt qu'annuellement;
 - la définition de « centre de scrutin » vise un bâtiment plutôt qu'un lieu;
 - une surveillance accrue est imposée à l'égard des urnes réservées aux scrutins sous enveloppes scellées lorsque ces urnes ne sont pas sous la surveillance immédiate du fonctionnaire électoral principal.
-

The council size provisions in *The Brandon Charter*, *The Flin Flon Charter*, *The Portage la Prairie Charter* and *The Thompson Charter* are repealed. Instead, the municipalities may determine their own council size in accordance with *The Municipal Act*.

Les dispositions de la *Charte de Brandon*, de la *Charte de Flin Flon*, de la *Charte de Portage-la-Prairie* et de la *Charte de Thompson* portant sur la composition des conseils sont abrogées. En revanche, les municipalités peuvent fixer la taille de leur conseil en conformité avec la *Loi sur les municipalités*.

BILL 25

**THE MUNICIPAL STATUTES
AMENDMENT ACT**

(Assented to _____)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of Manitoba, enacts as follows:

PART 1

THE MUNICIPAL ACT

C.C.S.M. c. M225 amended

1 **The Municipal Act** is amended by this Part.

2 *Subsection 93.1(1) is amended by striking out "93.18" and substituting "93.18.2".*

3 *Section 93.2 is amended by renumbering it as subsection 93.2(1) and adding the following as subsection 93.2(2):*

Effective date of by-law

93.2(2) A by-law under this section must be passed at least 180 days before the election in respect of which it is to take effect.

PROJET DE LOI 25

**LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS EN
MATIÈRE DE DROIT MUNICIPAL**

(Date de sanction : _____)

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

PARTIE 1

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS

Modification du c. M225 de la C.P.L.M.

1 *La présente partie modifie la **Loi sur les municipalités**.*

2 *Le paragraphe 93.1(1) est modifié par substitution, à « 93.18 », de « 93.18.2 ».*

3 *L'article 93.2 est modifié par substitution, à son numéro d'article, du numéro de paragraphe 93.2(1) et par adjonction, à titre de paragraphe 93.2(2), de ce qui suit :*

Prise d'effet du règlement

93.2(2) Le règlement visé au présent article doit être adopté au moins 180 jours avant l'élection concernée.

4 *Clause 93.6(4)(c) is amended by striking out "clause 93.2(a)" and substituting "clause 93.2(1)(a)".*

4 *L'alinéa 93.6(4)c) est modifié par substitution, à « 93.2a », de « 93.2(1)a ».*

5(1) *Subsection 93.12(1) is amended*

5(1) *Le paragraphe 93.12(1) est modifié :*

(a) in clause (d), by striking out "clause 93.2(b)" and substituting "clause 93.2(1)(b)"; and

a) dans l'alinéa d), par substitution, à « 93.2b », de « 93.2(1)b »;

(b) in clause (f), by striking out "subclause 93.2(d)(i)" and substituting "subclause 93.2(1)(d)(i)".

b) dans l'alinéa f), par substitution, à « 93.2d)(i) », de « 93.2(1)d)(i) ».

5(2) *Subsection 93.12(2) is amended by striking out "clause 93.2(e)" and substituting "clause 93.2(1)(e)".*

5(2) *Le paragraphe 93.12(2) est modifié par substitution, à « 93.2e », de « 93.2(1)e ».*

6 *Subsection 93.16(1) is amended*

6 *Le paragraphe 93.16(1) est modifié par substitution :*

(a) in clause (a), by striking out "subclause 93.2(d)(ii)" and substituting "subclause 93.2(1)(d)(ii)"; and

a) à « 93.2(d)(ii) », de « 93.2(1)d)(ii) »;

(b) in clause (b), by striking out "clause 93.2(e)" and substituting "clause 93.2(1)(e)".

b) à « 93.2e », de « 93.2(1)e ».

7 *The following is added after section 93.18:*

7 *Il est ajouté, après l'article 93.18, ce qui suit :*

GENERAL MATTERS CONCERNING ELECTIONS

GÉNÉRALITÉS SUR LES ÉLECTIONS

By-law on elections

93.18.1(1) A council must pass a by-law establishing rules and procedures for the use of municipal resources during the 42-day period before a general election or a by-election.

Règlement municipal sur les élections

93.18.1(1) Le conseil adopte un règlement établissant les règles et les procédures relatives à l'usage des ressources de la municipalité durant la période de 42 jours qui précède des élections générales ou une élection partielle.

Content of by-law

93.18.1(2) A by-law under subsection (1) must include restrictions on the use of

Contenu du règlement

93.18.1(2) Le règlement visé au paragraphe (1) comprend des restrictions sur l'utilisation :

(a) municipal resources by a registered candidate;

a) des ressources de la municipalité par un candidat inscrit;

(b) municipal resources in communicating information about its programs or services, if the communication may reasonably be seen as providing an electoral advantage to a registered candidate; and

(c) the name, voice or image of a member of council in municipal communications.

b) des ressources de la municipalité pour la communication de renseignements au sujet de ses programmes et services, si la communication pourrait raisonnablement être perçue comme donnant un avantage électoral à un candidat inscrit;

c) du nom, de la voix ou de l'image d'un conseiller dans les communications municipales.

Effective date of by-law

93.18.1(3) A by-law under this section must be passed at least 180 days before the election in respect of which it is to take effect.

Prise d'effet du règlement

93.18.1(3) Le règlement visé au présent article doit être adopté au moins 180 jours avant l'élection concernée.

Use of title in election communication restricted

93.18.2(1) A registered candidate who is a member of a council must not use their incumbent position as their title in an election communication.

Usage des titres dans les communications électorales

93.18.2(1) Il est interdit à un candidat inscrit qui est conseiller d'utiliser le titre du poste qu'il occupe dans une communication électorale.

Meaning of "election communication"

93.18.2(2) In this section, "election communication" means a communication that is a campaign expense incurred by a registered candidate under a by-law passed under section 93.2.

Sens de « communication électorale »

93.18.2(2) Dans le présent article, « communication électorale » s'entend de toute communication qui constitue une dépense électorale qu'engage un candidat inscrit en application d'un règlement municipal visé à l'article 93.2.

INFORMATION NOTE

A candidate cannot use

- "Re-elect Mayor [candidate's name]"
- "Re-elect Councillor [candidate's name]"

A candidate can use

- "Re-elect [candidate's name] for Mayor"
- "Re-elect [candidate's name] for Councillor"

NOTE D'INFORMATION

Les candidats ne peuvent pas utiliser les déclarations suivantes :

- « Rééliez le maire [nom du candidat] »
- « Rééliez le conseiller [nom du candidat] »

Les candidats peuvent utiliser les déclarations suivantes :

- « Rééliez [nom du candidat] au poste de maire »
- « Rééliez [nom du candidat] au poste de conseiller »

8 *The centred heading "ELECTION OFFENCES" is added before section 93.19.*

8 *Il est ajouté, avant l'article 93.19, l'intertitre « INFRACTIONS ÉLECTORALES ».*

9 *Subsection 93.19(1) is replaced with the following:*

Offence and penalty

93.19(1) A person who contravenes any of the following is guilty of an offence and is liable on conviction to a fine of not more than \$5,000:

(a) section 93.4, 93.6, 93.8 to 93.12, 93.15 or 93.18.2;

(b) a by-law passed under section 93.2 or 93.18.1.

10 *Section 172 is amended in clause (c) of the definition "borrowing" by striking out "capital property" and substituting "real property".*

11(1) *Clause 343(1)(c) is amended by striking out "pay" and substituting "subject to subsections (1.1) and (1.2), pay".*

11(2) *The following is added after subsection 343(1):*

No interest payable on or after July 1, 2021

343(1.1) No interest is payable in respect of excess taxes paid under protest on or after July 1, 2021.

Interest for amounts paid before July 1, 2021

343(1.2) For excess taxes paid under protest before July 1, 2021, the municipality must pay interest on the excess taxes to the taxpayer from the date the taxes were paid to June 30, 2021, at the annual rate prescribed by regulation by the minister.

9 *Le paragraphe 93.19(1) est remplacé par ce qui suit :*

Infraction et peine

93.19(1) Quiconque contrevient aux articles 93.4, 93.6, 93.8 à 93.12, 93.15 ou 93.18.2 ou à un règlement municipal adopté en application de l'article 93.2 ou 93.18.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, une amende maximale de 5 000 \$.

10 *L'alinéa c) de la définition d'« emprunt » figurant à l'article 172 est modifié par substitution, à « des immobilisations », de « des biens réels ».*

11(1) *L'alinéa 343(1)c) est modifié par adjonction, avant « paie », de « sous réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), ».*

11(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 343(1), ce qui suit :*

Aucun intérêt exigible à compter du 1^{er} juillet 2021

343(1.1) Aucun intérêt n'est exigible à l'égard des taxes excédentaires payées sous toute réserve à compter du 1^{er} juillet 2021.

Intérêt sur les sommes payées avant le 1^{er} juillet 2021

343(1.2) La municipalité paie au contribuable, à l'égard des taxes excédentaires payées sous toute réserve avant le 1^{er} juillet 2021, l'intérêt sur celles-ci, lequel court à compter de la date de leur paiement jusqu'au 30 juin 2021 et au taux d'intérêt annuel que le ministre fixe par règlement.

PART 2

THE MUNICIPAL ASSESSMENT ACT

C.C.S.M. c. M226 amended

12 **The Municipal Assessment Act** is amended by adding the following after clause 22(1)(d):

(d.1) is used as a regional library, as defined in section 1 of *The Public Libraries Act*, to a maximum exemption of 0.81 hectare;

PARTIE 2

LOI SUR L'ÉVALUATION MUNICIPALE

Modification du c. M226 de la C.P.L.M.

12 Le paragraphe 22(1) de la **Loi sur l'évaluation municipale** est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

d.1) ils servent à titre de bibliothèque régionale au sens de l'article 1 de la *Loi sur les bibliothèques publiques*, la superficie maximale visée par l'exemption étant de 0,81 hectare;

PART 3

**THE MUNICIPAL COUNCILS AND
SCHOOL BOARDS ELECTIONS ACT**

C.C.S.M. c. M257 amended

13 *The Municipal Councils and School Boards Elections Act is amended by this Part.*

14 *The definition "voting place" in section 1 is amended by striking out "place" and substituting "building".*

15 *Subsection 32(4) of the English version is amended by adding "building" after "apartment".*

16 *Subsection 34(2) and clause 34(3)(c) are amended by striking out "fax" and substituting "e-mail".*

17 *Section 36 is amended, in the part before clause (a),*

(a) by striking out "At least annually, the" and substituting "The"; and

(b) by adding "in each year in which a general election occurs" after "give public notice".

18 *Subsection 43(2) is amended by striking out "fax" and substituting "e-mail".*

19(1) *Subsection 50(1) of the English version is amended by adding "building" after "apartment".*

PARTIE 3

**LOI SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES
ET SCOLAIRES**

Modification du c. M257 de la C.P.L.M.

13 *La présente partie modifie la Loi sur les élections municipales et scolaires.*

14 *La définition de « centre de scrutin » figurant à l'article 1 est modifiée par substitution, à « Lieu », de « Bâtiment ».*

15 *Le paragraphe 32(4) de la version anglaise est modifié par adjonction, après « apartment », de « building ».*

16 *Le paragraphe 34(2) et l'alinéa 34(3)c) sont modifiés par substitution, à « télécopieur », de « courrier électronique ».*

17 *L'article 36 est modifié par substitution, à « Au moins une fois par année », de « Chaque année où se tiennent des élections générales ».*

18 *Le paragraphe 43(2) est modifié par substitution, à « télécopieur », de « courrier électronique ».*

19(1) *Le paragraphe 50(1) de la version anglaise est modifié par adjonction, après « apartment », de « building ».*

19(2) *Subsection 50(2) of the English version is amended*

(a) *in the section heading, by adding "multiple-unit" after "voting station in"; and*

(b) *by adding "building" after "apartment".*

20 *Subsection 51(5) is amended in the English version by replacing the section heading with "Restrictions — voting station".*

21 *Subsection 72(2) is amended by striking out "a voting place" and substituting "a voting station".*

22 *The following provisions are amended by striking out "fax" and substituting "e-mail":*

(a) *subsection 95(2);*

(b) *clause 95(3)(b) in the part before subclause (i);*

(c) *subsection 97(1) in the part before clause (a).*

23(1) *Subsection 101(2) of the English version is amended by striking out "Certificate" and substituting "Ballot" in the section heading.*

23(2) *The following is added after subsection 101(2):*

Securing ballot box between uses

101(2.1) When a ballot box for sealed envelope voting is not in the immediate care of the senior election official, the senior election official must secure the ballot box so that no ballots can be inserted into it without providing evidence of the box being opened or otherwise tampered with.

19(2) *Le paragraphe 50(2) de la version anglaise est modifié :*

a) *dans le titre, par adjonction, après « voting station in », de « multiple-unit »;*

b) *dans le texte, par adjonction, après « apartment », de « building ».*

20 *Le titre du paragraphe 51(5) de la version anglaise est remplacé par « Restrictions — voting station ».*

21 *Le paragraphe 72(2) est modifié par substitution, à « centre », de « bureau ».*

22 *Les paragraphes 95(2), 95(3) et 97(1) sont modifiés par substitution, à « télécopieur », de « courrier électronique ».*

23(1) *Le titre du paragraphe 101(2) de la version anglaise est modifié par substitution, à « Certificate », de « Ballot ».*

23(2) *Il est ajouté, après le paragraphe 101(2), ce qui suit :*

Protection de l'urne

101(2.1) Le fonctionnaire électoral principal ferme l'urne lorsqu'elle n'est pas sous sa surveillance immédiate de sorte qu'il soit impossible d'y déposer un bulletin de vote sans qu'il devienne évident qu'elle a été ouverte ou endommagée.

PART 4

THE CITY OF WINNIPEG CHARTER

S.M. 2002, c. 39 amended

24 *The City of Winnipeg Charter is amended by this Part.*

25 *Clause 33.1(3)(c) is amended by striking out "clause 34(b)" and substituting "clause 34(1)(b)".*

26 *Section 34 is amended by renumbering it as subsection 34(1) and adding the following as subsection 34(2):*

Effective date of by-law

34(2) A by-law under this section must be passed at least 180 days before the election in respect of which it is to take effect.

27 *Subsection 35(1) is amended*

(a) in the part before clause (a), by striking out "clause 34(f)" and substituting "clause 34(1)(f)";

(b) in clause (b), by striking out "clause 34(c)" and substituting "clause 34(1)(c)"; and

(c) in clause (d), by striking out "clause 34(h)" and substituting "clause 34(1)(h)".

PARTIE 4

CHARTE DE LA VILLE DE WINNIPEG

Modification du c. 39 des L.M. 2002

24 *La présente partie modifie la Charte de la ville de Winnipeg.*

25 *L'alinéa 33.1(3)c) est modifié par substitution, à « 34b) », de « 34(1)b) ».*

26 *L'article 34 est modifié par substitution, à son numéro d'article, du numéro de paragraphe 34(1) et par adjonction, à titre de paragraphe 34(2), de ce qui suit :*

Prise d'effet du règlement

34(2) Le règlement municipal visé au présent article doit être adopté au moins 180 jours avant l'élection concernée.

27 *Le paragraphe 35(1) est modifié :*

a) dans le passage introductif, par substitution, à « 34f) », de « 34(1)f) »;

b) dans l'alinéa b), par substitution, à « 34c) », de « 34(1)c) »;

c) dans l'alinéa d), par substitution, à « 34h) », de « 34(1)h) ».

28 *The following is added after subsection 44(3):*

GENERAL MATTERS CONCERNING ELECTIONS

By-law on elections

44.1(1) Council must pass a by-law establishing rules and procedures for the use of municipal resources during the 42-day period before a general election or a by-election.

Content of by-law

44.1(2) A by-law under subsection (1) must include restrictions on the use of

- (a) municipal resources by a registered candidate;
- (b) municipal resources in communicating information about its programs or services if the communication may reasonably be seen as providing an electoral advantage to a registered candidate; and
- (c) the name, voice or image of a member of council in municipal communications.

Effective date of by-law

44.1(3) A by-law under this section must be passed at least 180 days before the election in respect of which it is to take effect.

Use of title in election communication restricted

44.2(1) A registered candidate who is a member of council must not use their incumbent position as their title in an election communication.

Meaning of "election communication"

44.2(2) In this section, "election communication" means a communication that is a campaign expense incurred by a registered candidate under a by-law passed under section 44.1.

28 *Il est ajouté, après le paragraphe 44(3), ce qui suit :*

GÉNÉRALITÉS SUR LES ÉLECTIONS

Règlement municipal sur les élections

44.1(1) Le conseil est tenu de prendre un règlement municipal établissant les règles et les procédures relatives à l'usage des ressources de la municipalité durant la période de 42 jours qui précède des élections générales ou une élection partielle.

Contenu du règlement

44.1(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) comprend des restrictions sur l'utilisation :

- a) des ressources de la municipalité par un candidat inscrit;
- b) des ressources de la municipalité pour la communication de renseignements au sujet de ses programmes et services, si la communication pourrait raisonnablement être perçue comme donnant un avantage électoral à un candidat inscrit;
- c) du nom, de la voix ou de l'image d'un conseiller dans les communications municipales.

Prise d'effet du règlement municipal

44.1(3) Le règlement municipal visé au présent article doit être adopté au moins 180 jours avant l'élection concernée.

Usage des titres dans les communications électorales

44.2(1) Il est interdit à un candidat inscrit qui est conseiller d'utiliser le titre du poste qu'il occupe dans une communication électorale.

Sens de « communication électorale »

44.2(2) Dans le présent article, « communication électorale » s'entend de toute communication qui constitue une dépense électorale qu'engage un candidat inscrit en application d'un règlement municipal pris en vertu de l'article 44.1.

INFORMATION NOTE

A candidate cannot use

- "Re-elect Mayor [candidate's name]"
- "Re-elect Councillor [candidate's name]"

A candidate can use

- "Re-elect [candidate's name] for Mayor"
- "Re-elect [candidate's name] for Councillor"

NOTE D'INFORMATION

Les candidats ne peuvent pas utiliser les déclarations suivantes :

- « Réélisez le maire [nom du candidat] »
- « Réélisez le conseiller [nom du candidat] »

Les candidats peuvent utiliser les déclarations suivantes :

- « Réélisez [nom du candidat] au poste de maire »
- « Réélisez [nom du candidat] au poste de conseiller »

29 *The centred heading "ELECTION OFFENCES" is added before section 45.*

29 *Il est ajouté, avant l'article 45, l'intertitre « INFRACTIONS ÉLECTORALES ».*

30 *Subsection 45(1) is replaced with the following:*

30 *Le paragraphe 45(1) est remplacé par ce qui suit :*

Offence and penalty

45(1) A person who contravenes any of the following is guilty of an offence and is liable on conviction to a fine of not more than \$5,000:

- (a) section 33, 33.1, 33.3 to 43 or 44.2;
- (b) a by-law passed under section 34 or 44.1.

Infraction et peine

45(1) Quiconque contrevient aux articles 33, 33.1, 33.3 à 43 ou 44.2 ou à un règlement municipal adopté en vertu de l'article 34 ou 44.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, une amende maximale de 5 000 \$.

31 *Subsection 340(3) is replaced with the following:*

31 *Le paragraphe 340(3) est remplacé par ce qui suit :*

Refunds

340(3) If taxes for the year on the property or business in excess of the amount shown on the amended notice are paid, the city must

- (a) refund the excess to the person in whose name the property or premises is assessed; and

Remboursements

340(3) Si les taxes à l'égard du bien ou de l'entreprise ont été payées pour un total supérieur à celui que mentionne l'avis modifié, la ville :

- a) rembourse à cette personne la différence;

(b) if the excess was paid before July 1, 2021, pay interest on the excess at the rate prescribed under clause 343(1)(c) (repayment of taxes paid under protest) of *The Municipal Act*, calculated for the period from the day the excess was paid to June 30, 2021.

b) dans le cas où les taxes ont été payées en trop avant le 1^{er} juillet 2021, verse l'intérêt sur les taxes excédentaires, lequel court au taux fixé conformément à l'alinéa 343(1)c) de la *Loi sur les municipalités* et à compter du jour du paiement des taxes en trop jusqu'au 30 juin 2021.

32 *Section 349 is replaced with the following:*

32 *L'article 349 est remplacé par ce qui suit :*

Interest on refunds for amount paid before July 1, 2021

Intérêt sur les remboursements pour les sommes payées avant le 1^{er} juillet 2021

349 When, as a consequence of a revision of an assessment roll, the amount of taxes for a year payable by a person is reduced after the taxes have been paid, the city must, if the taxes were paid before July 1, 2021, pay interest on the refund of any excess paid at a rate prescribed under clause 343(1)(c) (repayment of taxes paid under protest) of *The Municipal Act*, calculated from the day the excess was paid to June 30, 2021.

349 Lorsque, en raison d'une révision d'un rôle d'évaluation, le montant des taxes à payer pour une année par une personne est diminué et que celles-ci ont déjà été payées, la ville verse, si les taxes ont été payées avant le 1^{er} juillet 2021, l'intérêt sur le remboursement des taxes payées en trop, lequel court au taux fixé conformément à l'alinéa 343(1)c) de la *Loi sur les municipalités* et à compter du jour du paiement des taxes en trop jusqu'au 30 juin 2021.

33 *Clause 363(2)(a) is amended by striking out "prescribed by regulation for the purposes of clause 343(1)(c) (repayment of taxes) of The Municipal Act" and substituting "established by council by by-law".*

33 *L'alinéa 363(2)a) est modifié par substitution, à « au taux fixé par les règlements pris en vertu de l'alinéa 343(1)c) de la Loi sur les municipalités, calculés », de « , lesquels courent au taux que le conseil fixe par règlement municipal et ».*

34 *Section 385 is repealed.*

34 *L'article 385 est abrogé.*

35 *Clauses 386(1)(b) and 390(e) are amended by striking out "prescribed by regulation for the purpose of clause 343(1)(c) (repayment of taxes) of The Municipal Act" and substituting "established by council by by-law".*

35 *Les alinéas 386(1)b) et 390e) sont modifiés par substitution, à « fixé par règlement pris en vertu de l'application de l'alinéa 343(1)c) de la Loi sur les municipalités », de « que le conseil fixe par règlement municipal multiplié ».*

PART 5

OTHER CITY CHARTERS

The Brandon Charter

S.M. 1989-90, c. 71 amended
36 Section 7 of **The Brandon Charter**,
S.M. 1989-90, c. 71, is repealed.

The Flin Flon Charter

S.M. 1989-90, c. 72 amended
37 Section 8 of **The Flin Flon Charter**,
S.M. 1989-90, c. 72, is repealed.

The Portage la Prairie Charter

S.M. 1989-90, c. 77 amended
38(1) **The Portage la Prairie Charter**,
S.M. 1989-90, c. 77, is amended by this section.

38(2) Section 2 is amended by repealing the
definitions "city" and "'mayor" and "alderman".

38(3) Section 5 is repealed.

The Thompson Charter

S.M. 1989-90, c. 83 amended
39 Section 5 of **The Thompson Charter**,
S.M. 1989-90, c. 83, is repealed.

PARTIE 5

AUTRES CHARTES MUNICIPALES

Charte de Brandon

Modification du c. 71 des L.M. 1989-90
36 L'article 7 de la **Charte de Brandon**, c. 71
des **L.M. 1989-90**, est abrogé.

Charte de Flin Flon

Modification du c. 72 des L.M. 1989-90
37 L'article 8 de la **Charte de Flin Flon**, c. 72
des **L.M. 1989-90**, est abrogé.

Charte de Portage-la-Prairie

Modification du c. 77 des L.M. 1989-90
38(1) Le présent article modifie la **Charte de**
Portage-la-Prairie, c. 77 des **L.M. 1989-90**.

38(2) L'article 2 est modifié par suppression des
définitions de « « maire » et « conseiller municipal » »
et de « ville ».

38(3) L'article 5 est abrogé.

Charte de Thompson

Modification du c. 83 des L.M. 1989-90
39 L'article 5 de la **Charte de Thompson**, c. 83
des **L.M. 1989-90**, est abrogé.

PART 6

COMING INTO FORCE

Coming into force — royal assent

40(1) *This Act, except Part 2, comes into force on the day it receives royal assent.*

Coming into force — proclamation

40(2) *Part 2 comes into force on a day to be fixed by proclamation.*

PARTIE 6

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur — sanction

40(1) *La présente loi, à l'exception de la partie 2, entre en vigueur le jour de sa sanction.*

Entrée en vigueur — proclamation

40(2) *La partie 2 entre en vigueur à la date fixée par proclamation.*